



Climat : Alerte rouge !

Nous polluons.
Résultat : le climat de notre
planète est en ébullition.
Sommes-nous menacés ?
Que pouvons-nous faire pour
freiner le mouvement ?





Sommaire

Problématique et information

Objectif	A-3
Qu'est-ce que le réchauffement climatique ?	A-3
Le Québec et le Canada n'y échappent pas	A-5
Piégés par l'effet de serre	A-6
Le palmarès des pollueurs	A-7
À quoi s'attendre, au Québec ?	A-8
Gros plan sur les régions	A-8
Notre santé en péril	A-10
Kyoto, en bref	A-11
Des nuages à l'horizon	A-12
« Kyoto » suffira-t-il ?	A-12
Des pays récalcitrants à s'engager	A-12
Engagement non respecté	A-13
La suite de Kyoto	A-13
Que font le Canada et le Québec ?	A-13
La partie est loin d'être gagnée	A-14
Au Québec, pendant ce temps...	A-14
À nous de jouer !	A-15
S.O.S. La Terre : Le « top 5 » des bonnes actions	A-16
En guise de conclusion	A-17
Sources documentaires	A-18
Idée-éclair	A-21
Activité : suggestion et outils (présentation de l'Afeas)	A-22
<i>Section des Activités femmes d'ici</i>	
Caractéristiques et repères	E-2
Marchés cibles	E-2
Activité	E-2
Communications	E-3
Personnalités	E-4
Partenariat	E-4
Évaluation et suivi	E-5
Déroulement	E-6



Objectif

Faire un tour d'horizon sur le réchauffement de la planète causé par la pollution.

« Les actions entreprises aujourd'hui pour réduire significativement l'accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère réduiront l'ampleur et la rapidité du changement climatique. »

*Académies des sciences,
déclaration commune, 2005*

Mère nature s'est déchaînée en 2005 ! Selon Environnement Canada, tous les records météo ont été battus. Nous avons connu la deuxième année la plus chaude des 145 dernières années.

La forêt tropicale humide d'Amazonie a connu son année la plus sèche en 10 ans. Une partie de l'Australie a subi une sécheresse inégalée. L'est de l'Europe a été inondé, tandis que le sud a connu des chaleurs torrides et des incendies ravageurs. Des pluies torrentielles se sont abattues sur le sud de la Chine, causant des inondations. Le Pakistan et l'Inde n'ont pas été épargnés, l'Inde ayant même commencé l'année 2006 par une vague de froid persistante qui a causé une centaine de morts....

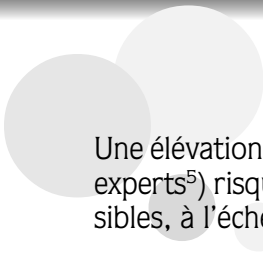
Plus près de nous, même si le Québec a connu un été torride, et que l'année a été pluvieuse comme jamais pour l'ensemble du Canada, on peut s'estimer chanceux. Les tornades meurtrières, les ouragans dévastateurs (comme *Katrina* ou *Rita*, aux États-Unis), les sécheresses et les épidémies n'ont pas été au rendez-vous. Mais s'agit-il d'un coup de chance ? Devons-nous nous attendre à d'autres bouleversements de notre climat, dans un avenir rapproché ? Ou était-ce simplement un caprice de dame météo ?

Pour la vaste majorité des scientifiques, la réponse est claire. Le réchauffement climatique est là pour rester, avec tous les extrêmes de températures que cela suppose. Il semble même s'accélérer, plus vite que prévu. La bonne nouvelle, c'est qu'il est encore temps, pour nous, d'agir...

Qu'est-ce que le réchauffement climatique ?

Depuis 100 ans, la planète s'est réchauffée. C'est ce qu'on entend par le « réchauffement climatique ». La température à la surface de la Terre a augmenté, en moyenne, de 0,6 degré Celsius, au cours du 20^e siècle¹. Cela semble peu. Pourtant, elle n'a jamais été aussi élevée depuis un millénaire². En ce moment même, la Terre se réchauffe probablement plus vite qu'elle ne l'a fait depuis 10 000 ans³.

Mais ce n'est qu'un début ! D'ici **2100**, on s'attend à une hausse moyenne de la température de l'ordre de **1,4 à 5,8** degrés Celsius⁴. Quand on sait qu'il suffit parfois d'une légère variation du climat pour que les éléments se déchaînent, il y a peut-être là matière à s'inquiéter...



Une élévation de température d'à peine quelques degrés (2 à 3 degrés, tout au plus, selon les experts⁵) risque, en effet, de déclencher toute une série de perturbations majeures, et irréversibles, à l'échelle planétaire.

Le réchauffement du climat n'aura cependant pas les mêmes conséquences partout sur la planète. Comme l'augmentation moyenne de la température du globe affectera aussi la circulation de l'atmosphère, certaines régions du monde se réchaufferont davantage, ou moins, que la moyenne, tandis que d'autres pourront même se refroidir⁶. Selon un groupe d'experts relevant des Nations Unies⁷, le réchauffement de notre climat risque, en gros :

- de changer la fréquence, l'intensité et la durée des phénomènes météo extrêmes. Il y aura plus de jours chauds, de vagues de chaleur, de fortes pluies et moins de jours froids;
- d'augmenter les risques pour la santé, en particulier pour les populations pauvres, surtout dans les pays tropicaux;
- d'élever le niveau de la mer, menaçant ainsi la diversité de la nature. Des espèces vulnérables pourraient disparaître;
- d'augmenter le prix des aliments, à l'échelle mondiale. La famine risque d'affecter les populations les plus vulnérables;
- de créer des pénuries d'eau, dans certaines régions;
- de menacer les populations des petites îles ou des zones côtières, à cause de l'élévation du niveau de la mer et des tempêtes.

Le saviez-vous?

Les glaces de l'Arctique, au pôle Nord, n'ont jamais autant fondus. La glace de mer dans l'Arctique a diminué en taille de 30% durant les 30 dernières années et la majeure partie devrait disparaître avant la fin du siècle⁸.

D'après une étude des Nations Unies, d'ici 2010, environ 50 millions de personnes devront fuir leurs zones d'habitation, à cause de la détérioration de leur environnement. La communauté internationale doit s'y préparer et définir une nouvelle classe de réfugiés « environnementaux »⁹.

Le Québec et le Canada n'y échappent pas

Le Québec et le Canada ne sont pas à l'abri du réchauffement climatique, au contraire. **Le Canada se réchauffe plus vite que le reste du monde.** Sa température annuelle moyenne a connu une hausse importante de 0,9 degré Celsius¹¹. C'est une fois et demie l'augmentation moyenne sur la planète (qui est d'environ 0,6° C.). C'est parce que le Canada est un pays de haute latitude. Plus on est proche du pôle, plus les températures augmentent vite.

Au Québec, le réchauffement du climat est aussi devenu réalité. Entre 1960 et 2003, le réchauffement le plus marqué des températures a été observé dans l'**ouest**¹² (*Abitibi-Témiscamingue, Outaouais, Laurentides, Lanaudière, Montréal, Laval, Montérégie*) et le **centre du Québec méridional** (*Mauricie, Estrie, Centre-du-Québec, Capitale-Nationale, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Chaudière-Appalaches*).

Dans ces régions, les températures annuelles moyennes ont augmenté entre 0,5 °C et 1,2 °C. Dans l'**est de la province** (*Bas-Saint-Laurent, Côte-Nord, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine*), le réchauffement du climat s'est produit à un rythme plus lent, en bas de 0,5 °C.

Mais au-delà des chiffres, une question demeure : pourquoi notre thermomètre s'est-il dérégulé tout-à-coup? Qu'est-ce qui a pu déclencher cette température en « montagnes russes »? Sans le vouloir, tout un chacun a peut-être sa part de responsabilité...

Le réchauffement climatique au Canada

Peu à peu, le réchauffement du climat au Canada aura les répercussions suivantes¹⁰ :

- *plus d'inondations, d'orages, de tempêtes, de tornades et de sécheresses;*
- *diminution des ressources en eau douce. Baisse du niveau d'eau des lacs et des rivières (déjà constatée);*
- *pénurie d'eau pour l'agriculture dans les Prairies, à cause de la perte de l'eau de fonte de la neige des montagnes et du recul des glaciers;*
- *menaces pour les ressources naturelles. Multiplication rapide des insectes en forêt. Plus de risques d'incendies causés par la sécheresse. Réchauffement des cours d'eau et des océans, menaçant le saumon du Pacifique, un poisson d'eau froide;*
- *hausse du trafic maritime par les voies navigables du Nord, au risque d'augmenter les impacts sur l'environnement et de menacer la souveraineté du Canada sur l'Arctique.*

Piégés par l'effet de serre

« Des preuves plus récentes et plus concluantes permettent de dire que la majeure partie du réchauffement observé au cours des cinquante dernières années est due aux activités humaines »¹³. Voilà ce que concluait un groupe d'experts internationaux sur l'évolution du climat, dans son dernier rapport.

Mais que faisons-nous pour « chambarder » autant notre climat ? Nous projettons trop de **gaz à effet de serre** (les **GES**) dans l'atmosphère.

Plus les gaz à effet de serre s'accumulent dans l'atmosphère, plus ils entraînent une hausse des températures moyennes sur notre planète¹⁴.

Les gaz à effet de serre « emprisonnent » une partie de la chaleur que la Terre absorbe du soleil. Un peu comme si on mettait une « couverture » autour du globe¹⁵. Cette chaleur emprisonnée est connue sous le nom d'effet de serre. À l'origine, l'effet de serre, c'est un phénomène naturel et c'est une bonne chose, car si l'atmosphère ne contenait aucun gaz à effet de serre, la Terre serait trop froide pour abriter la vie.

Le problème c'est que, depuis la naissance de notre société industrielle, les pays riches n'ont pas cessé de produire des quantités toujours plus grandes de gaz à effet de serre, en utilisant des **combustibles (ou carburants)**

Le point de vue des sceptiques

La question du réchauffement de la planète ne fait pas l'unanimité, même si la vaste majorité des scientifiques s'entend sur son existence. Quelques sceptiques reconnaissent qu'il y a un réchauffement, mais l'attribuent à des variations naturelles, et non à la pollution causée par l'Humain.

D'autres continuent de soutenir que l'élévation des températures n'a jamais été clairement démontrée. Quelques-uns, enfin, contestent les solutions proposées, comme l'accord de Kyoto, jugées trop coûteuses.

Sans remettre en cause le réchauffement du climat, M. Bjorn Lomborg, auteur du livre « L'écologiste sceptique », dit ceci : « [En terme de coûts et bénéfices] les gouvernements dans leur ensemble auraient bien plus intérêt à s'attaquer aux problèmes de la pauvreté dans les pays en voie de développement et à la recherche et à la mise au point d'énergies renouvelables que de mettre en œuvre une politique focalisée sur les changements climatiques. »

Les enjeux sont effectivement énormes. Si certains trouvent que les solutions avancées pour réduire la pollution sont trop coûteuses ou inefficaces, d'autres, pensent, au contraire, qu'elles sont indispensables, pour sauver la planète.

Pour ces derniers, il faudrait, de toute urgence, changer notre mode de développement économique, qui est trop polluant. C'est-à-dire changer nos habitudes de vie, de consommation et de production.

Ce changement de cap risque d'exiger tout un effort d'adaptation, y compris de la part des grandes industries (celles du pétrole et du charbon, ainsi que leurs proches alliés, les fabricants d'automobiles, les aciéries et les autres industries lourdes) ¹⁶.

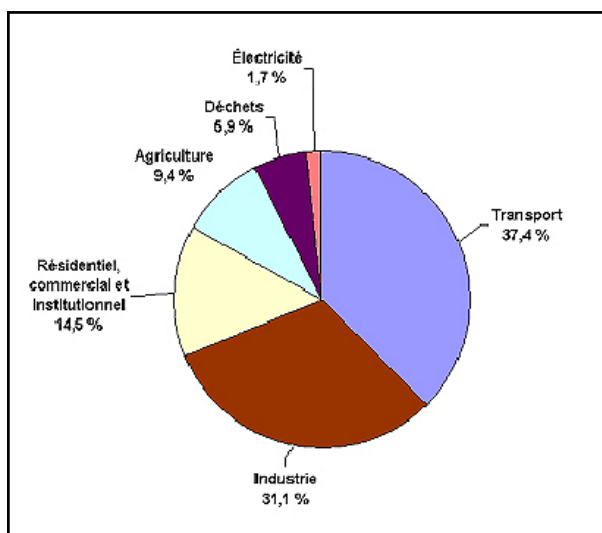
fossiles polluants comme le charbon, le pétrole, le mazout et le gaz naturel pour alimenter nos véhicules et nos industries, ainsi que pour chauffer et refroidir nos maisons.

D'autres activités, comme le défrichage des sols pour l'agriculture et l'aménagement des villes, de même que l'enfouissement de nos déchets et d'autres méthodes d'élimination, ajoutent aussi aux concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère¹⁷.

En somme, l'être humain laisse derrière lui une trace difficile à effacer ! Nous émettons maintenant beaucoup plus de gaz à effet de serre que la planète peut en prendre. Nos activités font basculer l'équilibre des gaz dans l'atmosphère, ce qui finit, à la longue, par réchauffer encore plus la Terre.

Le palmarès des pollueurs

Le gouvernement du Québec a réalisé un inventaire de nos émissions de gaz à effet de serre¹⁸. Voici, en un coup d'œil, les principales sources, pour l'année 2003 :



L'ABC des gaz à effet de serre ¹⁹

Certains gaz à effet de serre existent à l'état naturel. Mais trois d'entre eux sont particulièrement importants en matière de réchauffement du climat, car ils sont étroitement liés à l'activité humaine :


Le **dioxyde de carbone (CO₂)** (auss appelé **gaz carbonique**): Il provient du charbon, pétrole et gaz naturel (les combustibles fossiles) qui alimentent les industries, le transport et le chauffage/climatisation des immeubles. Le déboisement rejette aussi du Co₂ dans l'atmosphère.

Le **méthane (CH₄)** : Il est principalement rejeté par les lieux d'enfouissement de nos déchets, le traitement de nos eaux usées, certaines pratiques agricoles, ainsi que le bétail en pâturage.

L'**oxyde d'azote (N₂O)** : Il est généré par l'utilisation des engrais chimiques et des combustibles fossiles.

Depuis le début de l'ère industrielle (en 1750), la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère a augmenté de plus de 30%. D'après l'étude de la calotte glaciaire, c'est du jamais vu, depuis 650 000 ans ! La concentration de méthane a, quant à elle, augmentée de 150%. Le méthane a un pouvoir « réchauffant » vingt et une fois plus élevé que le gaz carbonique.

Dans le ciel, les émissions de gaz à effet de serre vont continuer d'augmenter. Elles vont même doubler. On s'attend à une hausse de 2% par année, pour les 25 prochaines années.



Le **transport** (routier, maritime, par avion ou par train...) est le secteur qui contribue le plus à produire des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. À lui seul, le nombre d'automobiles ne cesse d'augmenter. Le parc automobile au Québec (incluant les véhicules de promenade et les camions lourds) a connu une hausse de **42%**, en seulement 15 ans, de 1985 à 2000. Plus de 4 millions et demi de véhicules circulent sur notre territoire²⁰.

Le secteur **industriel** arrive en deuxième place, comme producteur de gaz à effet de serre. Vient ensuite le chauffage de nos résidences, de nos commerces et de nos institutions.

Au Canada, la première source de gaz à effet de serre, ce sont près de 700 entreprises : les producteurs de pétrole, de gaz et d'électricité thermique (*produite grâce au charbon ou au gaz*), ainsi que les mines et la fabrication, comme les usines de ciment, de fer et d'acier. **Ces industries produisent près de la moitié de toutes les émissions de gaz à effet de serre au Canada**²¹. L'industrie du pétrole est d'ailleurs en pleine croissance au Canada. C'est le cas en Alberta, avec ses sables bitumineux, transformés en pétrole. L'Alberta possède la deuxième réserve de pétrole au monde, après l'Arabie Saoudite. Cette nouvelle industrie, très profitable, causerait à elle seule environ 40% des gaz à effet de serre du Canada. Elle risque même de les augmenter de façon considérable, au cours des prochaines années²².

Finalement, parmi les autres grandes sources de gaz à effet de serre au Canada, on retrouve le secteur du transport, ainsi que l'énergie dépensée dans nos maisons, nos commerces et nos institutions.

À quoi s'attendre au Québec ?

« Il n'y a qu'une seule planète Terre et nous la partageons. On ne peut fuir sur aucune île, dans aucune ville ou dans aucun pays, peu importe sa prospérité. On ne peut pas fuir les conséquences de l'inaction. »

Cette déclaration de M. Paul Martin²³, ex-premier ministre canadien, s'applique tout aussi bien au Québec. Des études le démontrent : si rien n'est fait pour réduire la pollution et ralentir le réchauffement du climat, la population québécoise devra en payer le prix, aux plans de son environnement, de son économie, comme de sa santé. D'ailleurs, certaines conséquences se font déjà sentir....

Gros plan sur les régions

Un regroupement de scientifiques, portant le nom d'Ouranos, a dressé récemment le portrait robot des conséquences prévisibles, pour le Québec, du réchauffement climatique²⁴. Il en ressort que chaque région sera affectée différemment par l'augmentation des températures.

Dans le nord, en région Arctique - Les effets du réchauffement s'y font déjà sentir. C'est probablement la région qui subira les plus grands changements dans son environnement, car son sol gelé en permanence (*le pergélisol*) risque de fondre, à cause de l'augmentation des températures. Les tassements et les glissements de terrain sont à craindre. La **fonte du sol gelé** risque d'endommager les routes, les pistes d'atterrissage et les habitations. À cause du climat plus chaud, la nature et les espèces animales typiques du Nord seront menacées. Au fur et à mesure que la chaleur s'installera pour de bon, la chasse et la pêche traditionnelles deviendront plus difficiles.

Au centre du Québec (*dans la région Ressources du plateau laurentien*) - Dans cette région, c'est surtout la santé et la croissance des **arbres en forêt** qui préoccupent les spécialistes. Plusieurs essences d'arbres pourraient être avantagées par un climat plus chaud. Par contre, le changement climatique pourrait favoriser la prolifération d'insectes nuisibles, de maladies et des variations extrêmes du climat comme du verglas, des vents violents et des sécheresses. À long terme, l'industrie forestière aura sans doute à s'adapter à des changements significatifs.

Pour la région côtière (*Bas St-Laurent, Gaspésie, Côte-Nord, Îles-de-la-Madeleine*) - La remontée du niveau de la mer et l'augmentation de la puissance des tempêtes vont accentuer **l'érosion des côtes**. Ce ne sont pas seulement les habitations qui vont en pâtir, mais également les routes et les voies de chemin de fer. Le ministère du Transport envisage déjà les mesures à prendre sur cinquante-cinq tronçons de route de ce territoire. Des coûts sont à prévoir, notamment pour les routes et les équipements des municipalités, ainsi que pour les dommages causés aux propriétés et aux commerces situés au bord de la mer.

La région Sud du Québec, où se trouve la majorité de la population, sera touchée de plusieurs manières. Tous les domaines seront plus ou moins affectés : l'agriculture, le tourisme, les transports, la demande d'énergie, la diversité de la nature, la gestion de l'eau... À cet égard, le changement de climat pourrait entraîner une baisse du niveau d'eau le long du fleuve St-Laurent. Des problèmes d'**approvisionnement en eau** pourraient apparaître dans certaines municipalités dont la prise d'eau n'est pas assez haute. La qualité de l'eau pourrait aussi en souffrir, à cause de l'augmentation de la température.

Et notre économie, dans tout ça ?

- *Tous les secteurs de l'économie québécoise risquent d'être affectés, en bien ou en mal, par les changements de température et de précipitations.*
- *Les premiers touchés: l'industrie de la forêt, l'agriculture, la chasse et la pêche. La transformation des ressources naturelles aussi (agroalimentaire, produits du bois, pâtes et papier...), qui dépend de la disponibilité et du coût des matières premières et de l'énergie.*
- *Un autre secteur qui devra s'adapter aux conditions changeantes du climat québécois est celui des services. Le tourisme d'été et d'hiver, par exemple. Les services de santé et sanitaires pourraient également être affectés. Finalement, le domaine des assurances devra s'ajuster à la demande, car il y aura plus d'événements météo extrêmes au Québec.*

Pour les régions où l'eau est captée dans les lacs et les rivières (donc ailleurs que dans le fleuve St-Laurent), un niveau d'eau plus bas et des températures plus élevées, surtout en été, risquent d'occasionner des problèmes d'approvisionnement et des **conflits d'usages**. Sous la chaleur, les résidents des villes et de la campagne pourraient avoir besoin de plus d'eau, alors que l'agriculture, au même moment, pourrait exiger plus d'irrigation.

Sur le St-Laurent, les conflits d'usages porteraient davantage sur le choix entre la navigation commerciale et l'approvisionnement en eau, durant l'été.

Notre santé en péril

Un climat déboussolé par la pollution émise dans l'air (*nos fameux « gaz à effet de serre »*) peut porter atteinte à notre santé.

Un bon point, pour commencer : des hivers plus doux pourraient réduire les maladies du cœur et des vaisseaux, ainsi que le nombre de décès causés par le froid²⁶.

Par contre, des étés plus chauds entraîneront de longues périodes de canicule. Les décès dus aux maladies respiratoires et cardiovasculaires seront donc en hausse. Les populations défavorisées des villes et les sans-abri, notamment les personnes âgées, s'en tireront moins bien que les gens qui ont accès à l'air climatisé, aux parcs et aux piscines.

La qualité de l'air sera aussi moins bonne. Ce qui occasionnera plus de maladies du cœur et respiratoires (comme l'asthme, le rhume des foies, la bronchite). La plupart des Québécoises et des Québécois seront touchés, mais les personnes qui ont déjà des problèmes de santé seront encore plus vulnérables.

Comme il y aura plus d'inondations et d'orages violents, il y aura plus de blessures et de décès, notamment sur les routes. On craint aussi l'effet

Un Québec plus chaud

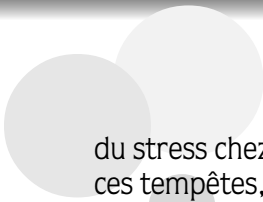
- À compter de 2080, au sud du Québec, on s'attend à une hausse de température, en été, de 2 à 3 °C. Au Nord, en hiver, la température pourrait grimper de 4 à 5 °C.

Des enfants à bout de souffle²⁵

- Les enfants sont particulièrement sensibles à la pollution. La pollution dans l'atmosphère, y compris le smog (un brouillard de pollution dans l'air causé par les cheminées industrielles et la circulation automobile), est une des causes possibles de la hausse des cas d'**asthme** chez les enfants.
- Partout en Amérique du Nord, les cas d'asthme augmentent. Au **Canada**, le nombre de cas d'asthme chez les enfants a été **multiplié par quatre**, depuis 20 ans. Maintenant, un enfant sur dix souffre de cette affection. Dans l'ensemble, les maladies respiratoires sont la première cause d'hospitalisation chez les enfants de moins d'un an.

Le saviez-vous? ²⁷

- Santé Canada estime que près de 6000 personnes succombent chaque année aux effets de la pollution de l'air (selon des données recueillies dans huit villes canadiennes).



du stress chez les victimes. Pour les familles qui, par exemple, perdraient un proche, durant ces tempêtes, ou qui subiraient des pertes matérielles majeures. Lorsque ces « crises » de la météo détruisent des routes, des forêts, des quais ou des usines, c'est aussi le gagne-pain des familles qui est affecté, parfois pour longtemps...

Partout au Québec, on pourrait souffrir davantage de maladies infectieuses. La chaleur et la baisse du niveau de l'eau vont favoriser le développement des microbes associés à l'eau que l'on boit, à la baignade et à la nourriture. Il y aura plus d'intoxications alimentaires, de diarrhées, etc. De nouvelles maladies, comme la maladie de Lyme, qui se déplace actuellement des États-Unis vers le nord, et qui est transmise par les tiques et les rongeurs, feront leur apparition. Personne n'est à l'abri de ces maladies, mais les gens de la campagne sont plus à risque, à cause du traitement de l'eau des puits privés qui laisse parfois à désirer, et de la proximité des animaux. Les adeptes des expéditions en nature peuvent aussi être contaminés par ces infections.

Sur tous les fronts, le Québec doit donc faire face au réchauffement de son climat. À travers le monde, les scientifiques sonnent l'alarme depuis longtemps déjà. L'appel n'a pas toujours été bien entendu. Certains gouvernements ont tendu l'oreille, tandis que d'autres résistent encore. Malgré les difficultés à s'entendre, et devant l'urgence d'agir, un début de solution a commencé à germer: **le protocole de Kyoto**.

Kyoto en bref

En 1997, les États du monde ont adopté le « Protocole de Kyoto », qui est entré en vigueur huit ans plus tard²⁸. Par cet accord international, des pays s'obligent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Trente-sept pays, parmi les plus industrialisés de la planète, ont ainsi accepté **d'abaisser** leurs émissions de 5 %, par rapport aux niveaux de 1990. C'est là en gros, l'objectif commun.

Mais chaque pays a également sa cible « personnelle » à atteindre d'ici 2012. Par exemple, certains des pays de l'Union Européenne ont accepté une réduction de leurs gaz à effet de serre de 8%. Le Japon, une baisse de 6%. Le Canada a, lui aussi, accepté une réduction de 6%, mais il est encore bien loin du compte...

Sous surveillance !

- En plus des gaz à effet de serre déjà nommés, trois autres gaz chimiques, qui, eux, n'existent pas à l'état naturel, sont visés par le protocole de Kyoto : **les gaz fluorés** (HFC, PFC, SF6). Ces gaz²⁹ sont utilisés, entre autres, dans la réfrigération et la climatisation. Ils ont une très longue durée de vie dans l'atmosphère, allant de plusieurs années jusqu'à des siècles ou des millénaires pour certains.

Des nuages à l'horizon

Face à notre climat dérégulé, le protocole de Kyoto apporte enfin une lueur d'espoir. Mais, pour plusieurs, « Kyoto » ne représente qu'une modeste étape dans la lutte au réchauffement climatique. Et même ce petit pas en avant semble parfois bien hasardeux...

« Kyoto » suffira-t-il ?

D'abord, de nombreux scientifiques considèrent que le protocole de Kyoto est insuffisant pour ralentir le réchauffement de la planète. Il faudrait, selon des experts, réaliser une dizaine de « Kyoto », les uns après les autres, juste pour stabiliser la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. C'est-à-dire réduire, d'ici 2050, nos émissions mondiales **d'au moins 50%** (au lieu des 5% prévus)³¹. « Kyoto » devrait donc fixer aux pays des cibles de réduction beaucoup plus ambitieuses, pour préserver la planète.

Des pays récalcitrants à s'engager

« Kyoto » ne fait pas non plus l'unanimité. L'Australie et les États-Unis ont refusé d'y adhérer, de peur de ralentir leur économie. Les États-Unis ont même conclu une entente parallèle, en s'associant avec l'Australie, la Chine, l'Inde, le Japon et la Corée du sud³². Ces pays représentent pourtant **près de la moitié** des projections de gaz à effet de serre dans le monde. Le problème est de savoir si cette nouvelle entente (*le Partenariat Asie-Pacifique*), qui est volontaire et axée sur les technologies plus propres, portera ombrage à l'accord de Kyoto.

Les pays pauvres, mais en pleine croissance, comme l'Inde et la Chine, ont, de leur côté, toujours refusé de s'engager dans « Kyoto », pour éviter de mettre en péril leur développement économique. Ils refusent de passer à l'action, tant que les pays riches, qui sont les premiers responsables des gaz à effet de serre, n'auront pas fourni leur effort. Pour l'instant, les pays en croissance font l'inventaire de leurs émissions de gaz à effet de serre. Mais après 2012, ils ont accepté de s'impliquer davantage pour réduire leur pollution.

D'ici là, l'accord de Kyoto prévoit que les pays riches pourront acheter aux pays les plus pauvres (qui polluent moins) des « crédits » leur permettant d'émettre des gaz à effet de serre.

Quelques jalons : en marche vers Kyoto...³⁰

- **1992** - Sommet de la Terre, à Rio. La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (dont est issu le Protocole de Kyoto) est adoptée. 155 pays s'engagent à stabiliser le niveau de gaz à effet de serre dans l'atmosphère pour empêcher toute perturbation dangereuse du climat.
- **1997** - À Kyoto, 160 pays adoptent un protocole par lequel une trentaine de pays, parmi les plus industrialisés de la planète, s'engagent à baisser leurs émissions de gaz à effet de serre, entre 2008 et 2012.
- **2002** - Le Canada ratifie le Protocole de Kyoto.
- **2005** - Le 16 février, le Protocole de Kyoto entre en vigueur. En novembre, Montréal accueille la 11^e Conférence annuelle des Nations Unies sur les changements climatiques. C'est aussi la première rencontre de négociation depuis l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto.

Le but visé étant, en bout de ligne, de réduire les gaz à effet de serre sur l'ensemble de la planète.

Engagement non respecté

Les pays riches ont, en effet, bien du mal à diminuer leur pollution. Souvent à cause d'une économie en plein essor, axée sur des énergies pas toujours très très propres... Le Canada, par exemple, arrive dernier de classe. Alors qu'il avait promis de réduire ses gaz à effet de serre de 6%, voilà que ses émissions ont grimpé en flèche depuis 1990, avec une hausse de **24,2%** !

Pour respecter son engagement envers « Kyoto », **le Canada devra donc réduire ses gaz à effet de serre de 30%**, au total. Et il n'est pas le seul! D'autres pays ont suivi la même voie : l'Autriche, le Danemark et la Nouvelle-Zélande, par exemple. Mais l'Union Européenne, qui n'a pas attendu l'accord de Kyoto pour agir, obtient la meilleure note. Elle a déjà dépassé son objectif de réduction³³.

La suite de Kyoto

Malgré ces écueils, le protocole de Kyoto va de l'avant. Il a désormais force de loi. Depuis la dernière rencontre internationale sur « Kyoto », qui s'est déroulée à Montréal, à la fin de 2005, plus de quarante règles importantes encadrent son application. Ces règles renforcent les efforts des pays pour lutter contre le changement du climat. On s'affaire aussi à préparer un « plan de match » pour la suite de Kyoto. Autrement dit, à planifier les prochains engagements que prendront les pays, après la période de 2012... La prochaine rencontre mondiale de négociations est prévue en Afrique, à Nairobi, à la fin de 2006.

Que font le Canada et le Québec ?

Le Canada a toute une pente à remonter, s'il veut respecter ses engagements. Mais pour l'instant, rien n'est réglé.

En 2005, le gouvernement libéral avait pourtant divulgué son nouveau plan d'action intitulé « *Aller de l'avant pour contrer les changements climatiques* ». Ce plan comportait toute une série de mesures pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Les citoyennes et les citoyens canadiens étaient même invités à participer, en réduisant leurs émissions polluantes d'une tonne chacun, grâce à l'économie d'énergie. C'était le « **Défi d'une tonne** ».

Ce plan n'était pas parfait. Il avait même été critiqué à sa sortie. Parce qu'il faisait, entre autres, peser l'essentiel des coûts de réduction (estimés à dix milliards de dollars, d'ici 2012) sur le dos des contribuables et non de l'industrie³⁴. Celle-ci est pourtant responsable d'environ la moitié de la pollution des gaz à effet de serre. Mais toujours est-il que le Canada avait en main son plan d'action.

La partie est loin d'être gagnée

Mais le vent a tourné, avec l'arrivée du parti conservateur, élu en janvier 2006.

D'abord, la nomination de Mme Rona Ambrose au poste de ministre de l'Environnement, en a surpris plusieurs. Surtout parce que Mme Ambrose s'est occupée, dans le passé, de la question du Protocole de Kyoto, pour le gouvernement de l'Alberta, une province fortement opposée à ce traité, à cause de son industrie florissante des sables bitumineux. On craignait donc qu'elle ne défende pas l'accord de Kyoto.

Ensuite, le nouveau premier ministre du Canada, Monsieur Stephen Harper, s'est prononcé contre le protocole de Kyoto, le jugeant « irréaliste ».

Pour l'instant, le gouvernement du Canada ne peut pas se retirer de l'accord de Kyoto sans soulever d'opposition, ni respecter certaines conditions bien précises. Déjà, six cent scientifiques, ainsi qu'une coalition appelée «Sauvons Kyoto» s'opposent au retrait du Canada.

Le premier ministre a donc décidé, pour l'instant, d'abolir une quinzaine de programmes de lutte contre les changements climatiques (qui avaient été mis en place par les Libéraux), dont celui du «Défi d'une tonne». Il compte, à la place, sortir dès l'automne son propre plan «canadien» pour lutter contre les changements climatiques.

Au lieu de continuer avec l'accord de Kyoto, le gouvernement a aussi laissé entendre qu'il préférerait peut-être s'associer aux Etats-Unis et à son Partenariat Asie-Pacifique, qui est beaucoup moins contraignant. La communauté internationale, qui comptait sur le « leadership » du Canada, pour faire respecter l'accord de Kyoto partout dans le monde, est évidemment très déçue et fâchée de la tournure des événements.

Pour voir quelle position prendra finalement le Canada en matière de lutte contre le changement climatique, il faudra continuer de suivre de près l'actualité, car, en ce moment, les choses bougent rapidement.

Au Québec, pendant ce temps...

Les émissions de gaz à effet de serre, par habitant, au Québec, sont parmi les plus basses au Canada. C'est à cause de notre hydroélectricité, source d'énergie plus « propre ». Le Québec a aussi décidé d'exploiter davantage son potentiel d'énergie éolienne (l'énergie qui vient *du vent*).

Mais nos émissions ont quand même bondi. En 2003, elles dépassaient de 8,6 % l'objectif de réduction de 6 % fixé par Kyoto³⁵. Et en 2004, nos émissions de gaz à effet de serre dépassaient encore de 6,1 %.

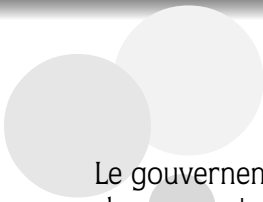
Pour en savoir plus

Brochure à commander :

« *Votre guide pour relever le défi d'une tonne* » (plein de trucs et astuces pour réduire sa consommation d'énergie à la maison !)

Cette brochure est encore disponible, en appelant au numéro sans frais :
1-800-622-6232
(ligne d'information O-Canada)

Voir aussi le site Internet :
<http://changementsclimatiques.gc.ca/>



Le gouvernement québécois possédait déjà, lui aussi, un plan d'action pour lutter contre le changement du climat. Mais ce plan est tombé dans l'oubli avec l'arrivée du gouvernement libéral, en 2003.

Toutefois, le ministre libéral de l'Environnement, M. Thomas Mulclair, comptait sortir, durant l'année 2006, une *Stratégie québécoise sur les changements climatiques*, décrivant les grandes orientations du Québec, pour les quinze prochaines années. Mais il a été remplacé depuis. Le nouveau ministre, M. Claude Béchar, vient tout juste de sortir son plan d'action intitulé « *Le Québec et les changements climatiques, un défi pour l'avenir* ». Une redevance sera imposée aux compagnies de mazout, d'essence, de gaz naturel ou de propane. De l'argent sera consacré aux transports en commun. D'autres sommes serviront à réduire les rejets de gaz à effet de serre.

C'est une bonne nouvelle. Mais il reste que toutes ces volte-face politiques, à Québec comme à Ottawa, ont retardé l'arrivée d'actions concrètes, malgré tout l'argent qui a été dépensé pour des plans d'action. Pendant ce temps, la planète continue de se réchauffer... D'où l'importance d'exprimer notre volonté de citoyennes pour que les choses changent ! Sans oublier qu'à la maison, les gestes que nous posons peuvent aussi influencer positivement le cours des choses....

À nous de jouer !

Pour sauver la planète, selon les spécialistes, il n'y a pas quatre chemins ! Il faut s'attaquer au réchauffement du climat et à la pollution de l'air :

- en incitant nos industries à être plus « propres » dans leurs pratiques;
- en misant davantage sur **les énergies renouvelables** comme l'énergie éolienne (*du vent*), solaire (*du soleil*) ou géothermique (*faisant appel à la chaleur de la croûte terrestre*)... ;
- en devenant de plus en plus efficaces dans notre consommation d'énergie. C'est là que nous pouvons, comme citoyennes, agir directement. Cette étape implique aussi de réduire notre « consommation inutile », à tous les niveaux, même dans nos achats !

Parce qu'il faut bien le dire, une économie axée sur les combustibles ou carburants fossiles comme le pétrole ou le charbon, et qui tourne autour de la voiture et des produits jetables, menace grandement l'équilibre de notre planète. Pour améliorer leur sort, les pays plus pauvres veulent, bien sûr, suivre notre exemple ! Mais, selon des experts, à ce rythme-là, la planète est bien près de ne pas y résister³⁶...


Comme l'un d'eux l'a affirmé : « [...] nous sommes tous responsables de notre empreinte écologique [laissée par] notre mode de consommation. Il n'existe pas de marchands, s'il n'y a

pas de clients. Il n'existe pas d'industriels, s'il n'y a pas de consommateurs. Et naturellement, l'énergie la moins polluante est celle dont on n'a pas besoin !³⁷»

Les Québécoises et les Québécois, c'est connu, sont friands de véhicules à moteurs et grands consommateurs d'énergie. Ce sont eux, en plus, qui génèrent le plus d'ordures ménagères, dans tout le Canada. C'est ainsi que près de 500 millions de nos sacs verts ont été envoyés dans les dépotoirs du Québec, en 2002. Seulement un cinquième de nos déchets sont recyclés³⁸. Quand on sait qu'à cause de nos « vidanges » des gaz à effet de serre, comme le méthane, sont relâchés dans le ciel, il est peut-être temps de penser à changer un peu nos habitudes...

S.O.S. La Terre Le « top 5 » des bonnes actions

1. **Quand c'est possible, privilégiez la marche, le transport en commun, le vélo, ou le co-voiturage pour vous déplacer.**
2. **Si une voiture est absolument nécessaire, réduisez son utilisation, et veillez à son entretien.** À l'achat d'un nouveau véhicule, recherchez celui qui consomme le moins (certaines « hybrides » ou encore, une auto conventionnelle très économique d'essence). Le gouvernement du Québec rembourse la taxe TVQ jusqu'à concurrence de 1000\$, à l'achat d'une auto hybride consommant au maximum 6 litres d'essence aux 100 kilomètres.
Pour aller plus loin : visitez le site de la revue Protégez-vous (voir son Guide annuel auto 2006, présentement en kiosque) <http://www.pv.qc.ca/servlet/autos/neuves/FormRecherche> Ou celui du ministère des Ressources naturelles du Canada (voir les marques d'autos les plus économiques d'essence): <http://oe.nrcan.gc.ca/transports/personnel/index.cfm?attr=0> Ou lisez la brochure de l'Association de lutte contre la pollution atmosphérique : « Carnet de l'automobiliste : Un changement d'air » : <http://www.aqlpa.com/Concours/francais/CAAfr.pdf>.
3. **Visez l'économie d'énergie à la maison !**
*Pour connaître les programmes et outils pour mieux économiser, visitez le site d'Hydro-Québec, au <http://www.hydroquebec.com/residentiel/index.html>, ou contactez le 1 800 ÉNERGIE (363-7443), sans frais.
Ou consultez la brochure du ministère des Ressources naturelles du Canada : « Trucs : 350 trucs en matière d'économie d'énergie et d'argent » à l'adresse : <http://www.oe.nrcan.gc.ca/trucs/trucs.pdf>.*
4. **Si vous magasinez, recherchez les produits les plus « éco-énergétiques ».** Plusieurs biens et appareils portent le symbole ENERGY STAR, certifiant leur plus grande efficacité en énergie. Un appareil électroménager coûte beaucoup plus cher par sa consommation d'énergie que par son prix d'achat !
Pour en savoir plus : <http://oe.nrcan.gc.ca/energystar> ou le 1-800-387-2000 (sans frais).
5. **En tout temps, pensez au 3R : (à « prioriser », dans l'ordre) : Réduction à la source (de vos achats), Réemploi et Recyclage.**
Pour plus d'infos : Recyc-Québec : <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/gerer/maison/pourquoi.asp> ou le 1 800-807-0678 (sans frais).



Et qui sait, si en faisant plus attention à notre planète, on n'arrivera pas, du même coup, à améliorer sa santé et à économiser un peu d'argent ? Voici donc quelques idées-maison, pour s'inspirer...

Petit à petit, c'est en misant sur une consommation réduite, dans nos gestes de tous les jours, qu'on pourra aider la planète à reprendre son souffle...

En guise de conclusion

Les signes sont clairs : la Terre n'attendra pas notre bon vouloir ! « Il n'y a plus de saisons ! », s'exclame-t-on parfois. Ce n'est plus rien qu'une impression ! La planète est bel et bien en train de se réchauffer... à un rythme que certains experts qualifient « d'insoutenable ».

Est-il trop tard pour freiner le mouvement ? Ce qu'on sait, c'est que même si nos émissions de gaz à effet de serre étaient « plafonnées » aux taux d'aujourd'hui, le climat continuerait quand même à changer, car il s'adapte, en ce moment même, à nos abus des décennies passées.

Par conséquent, des scientifiques pensent que la tendance au réchauffement ne peut être ni stoppée, ni inversée, mais qu'elle peut au moins être ralentie. Le temps de permettre à nos systèmes et à nos sociétés de s'y adapter.

Mais d'autres affirment que : « *L'Humanité peut [encore] résoudre le problème du gaz carbonique et des changements climatiques dans la première moitié du siècle actuel simplement en faisant meilleur usage de notre savoir-faire actuel... Toutes ces solutions existent déjà et elles sont déjà implantées à l'échelle industrielle*³⁹ ».

C'est peut-être pour cette raison que la Suède entend devenir le premier pays à ne plus dépendre du pétrole. Elle a l'intention, d'ici quinze ans, de convertir son économie à des formes d'énergies plus respectueuses pour l'environnement⁴⁰. Serons-nous, un jour, capables de la suivre dans cette voie ? La planète ne nous en laissera peut-être pas le choix...



Sources documentaires

Pour aller plus loin....

Livre

« *Les changements climatiques, quoi de neuf ?* », de Claude Villeneuve et François Richard, Éditions MultiMondes, Sainte-Foy, 2005, 382 p. **Au chapitre 15, vous trouverez plein de trucs à faire à la maison.**

Sites à découvrir :

Environnement Canada :

Les dix événements météorologiques les plus marquants de l'année : http://www.msc.ec.gc.ca/media/top10/2005_f.html#topten

Branché sur l'air pur : http://www.ec.gc.ca/cleanair-airpur/Accueil-WS8C3F7D55-1_Fr.htm

Environnement sain pour les enfants : http://www.hc-sc.gc.ca/hl-vs/pubs/child-enfant/child_safe-enfant_sain_f.html

Centre québécois d'actions sur les changements climatiques : <http://www.changementsclimatiques.qc.ca/>

Consortium Ouranos (avec la participation du gouvernement du Québec) : http://www.ouranos.ca/intro/intro_f.html

Greenpeace Canada : <http://www.greenpeace.ca/f/campagnes/climat/index.php>

Références dans le texte

- 1) Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, « Changements climatiques 2001 : Rapport de synthèse. Résumé à l'intention des décideurs », p.5.
- 2) Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère (FCSCA). « Lettre au premier ministre Martin », 25 novembre 2005, p. 1. Gouvernement du Canada, « La science des changements climatiques », décembre 2005.
- 3) Ressources Naturelles Canada, « Un temps de changement : Les changements climatiques au Québec », 2004.
- 4) Académies des sciences, « Déclaration commune des Académies des sciences sur la réponse globale au changement climatique », déclaration pour le Sommet du G8 de juillet 2005, p. 1.
- 5) Environnement Canada, Affaires Étrangères Canada, « Action pour le changement climatique : considérations pour une approche internationale efficace », 2005, p.4. LAPOINTE, Pascal, « Kyoto: et s'il était déjà trop tard? », Agence Sciences-Presses, semaine du 14 février 2005.
- 6) Environnement Canada, « Questions fréquemment posées au sujet de la science du changement climatique », 2002, p. 2.
- 7) Ibid 1, p. 8 à 14. MERCURE, Philippe, « Faut-il avoir peur des changements climatiques », La Presse, Samedi, 15 octobre 2005, p. A-34.

- 8) DELBECQ, Denis, « Tout va très bien, madame la banquise, tout va très bien », Libération. Fr, vendredi 30 septembre 2005.
- 9) Institute for Environment and Human Security, « As Ranks of “Environmental Refugees Swell Worldwide, Calls Grow for Better Definition, Recognition, Support », 12 octobre 2005.
- 10) Ibid. 2. Gouvernement du Canada, « Votre guide pour relever le défi d'une tonne », mars 2004, p.2 et Gouvernement du Canada, « Les changements climatiques : le Canada et le monde », feuillet d'information, 2004.
- 11) CARDINAL, François, « Le Canada se réchauffe plus vite que le reste du globe », La Presse, samedi, 3 décembre 2005.
- 12) Développement durable, Environnement et Parcs Québec, « Évolution des températures au Québec méridional entre 1960 et 2003 », 2005.
- 13) Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, « Changements climatiques 2001 : Rapport de synthèse. Résumé à l'intention des décideurs », p. 6.
- 14) Gouvernement du Canada, « Votre guide pour relever le défi d'une tonne », mars 2004, p.2.
- 15) Yukon Conservation Society, « Changement climatique : à quoi ça rime ? », 2004.
- 16) Villeneuve, Claude et Richard, François, « Vivre les changements climatiques. L'effet de serre expliqué », Éditions MultiMondes, Sainte-Foy, 2001, p. 188.
- 17) Gouvernement du Canada, « Aller de l'avant pour contrer les changements climatiques », 2005, p.4.
- 18) Développement durable, Environnement et Parcs Québec, « Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2003 et évolution depuis 1990 ».
- 19) Ibid. 17, p. 3-4. Environnement Canada, « Rapport hebdomadaire sur la science actualisée du changement climatique 25 novembre 2005 ». Ouranos, « S'adapter au changement climatique », 2004, p. 59.
- 20) Transports Québec, « Réseau routier », mis à jour en janvier 2006.
- 21) Gouvernement du Canada, « Le gouvernement du Canada expose la voie à suivre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant des grandes sources industrielles », 15 juillet 2005.
- 22) Radio-Canada, « Les sables bitumineux, une épine dans le dossier canadien », nouvelles nationales, 30 novembre 2005. Fortin, Pierre, « Tout pour l'Alberta, rien pour les autres ? », L'Actualité, octobre 2005.
- 23) Francoeur, Louis-Gilles, « Le Canada et l'UE ciblent Washington », jeudi, 8 décembre 2005.
- 24) Pour l'ensemble de cette section : Ouranos, « S'adapter aux changements climatiques », 2004, p.9 à 63.
- 25) CARDINAL, François, « Les enfants à bout de souffle », Cyberpresse, 26 janvier 2006. Gouvernement du Canada, « La santé des enfants et l'environnement en Amérique du Nord : Premier rapport sur les indicateurs et les mesures disponibles », 2006, p. 4 à 22.
- 26) Pour toute cette section : GOSSELIN, Pierre, m.d., Institut national de santé publique du Québec, Ouranos et Université Laval, « Convention sur les changements climatiques-Saurons-nous rester en santé sous ce nouveau climat ? », Le Devoir, 26 novembre 2005.
- 27) Santé Canada, « La pollution de l'air contribue au décès de quelques 5 900 Canadiens et Canadiennes par année », communiqué, 29 avril 2005.
- 28) Greenpeace Canada, « Le protocole de Kyoto ». Radio-Canada : « Le protocole de Kyoto ». Sites consultés le 7 février 2006.
- 29) AFP, « Climat : accord européen pour réduire les émissions de gaz fluorés », Cyberpresse, mercredi, 1^{er} février 2005.

- 30) Développement durable, Environnement et Parcs Québec, « Protocole de Kyoto », 2002. Radio-Canada, « Le protocole de Kyoto », dossier, 2005.
- 31) Ibid 28. Ouranos, « S'adapter au changement climatique », 2004, p. 59.
- 32) AFP, « Un accord climatique Asie-Pacifique sans contrainte », Libération, jeudi, 28 juillet 2005.
- 33) Statistique Canada, « Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement », 2005, p.6. CARDINAL, François, « Le Canada, dernier de classe », La Presse, mercredi, 23 novembre 2005. FRANCOEUR, Louis-Gilles, « Montréal et Kyoto 2 - Réduire de 60 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 ! », Le Devoir, samedi, 26 et dimanche, 27 novembre 2005.
- 34) Francoeur, Louis-Gilles, « Kyoto: les contribuables écopent », Le Devoir, jeudi, le 14 avril 2005.
- 35) Francoeur, Louis-Gilles, « Réduction des GES : la tâche du Québec se complique ». Le Devoir, jeudi, le 13 octobre 2005. Larocque, Sylvain, « Le Québec a réduit ses émissions, mais a encore du chemin à faire », Cyberpresse, vendredi le 26 mai 2006.
- 36) GRENZ, Isabelle, « Le rythme de croissance à la chinoise risque d'être fatal pour la planète », Cyberpresse, vendredi, 6 janvier 2006.
- 37) Villeneuve, Claude, « Effet de serre - Le protocole de Kyoto est nettement insuffisant », Le Devoir, samedi, 31 août et dimanche, 1^{er} septembre 2002.
- 38) Statistique Canada, "Tendance à la hausse", lundi, 5 décembre 2005. BERGER, François, « Les poubelles sont pleines », La Presse, lundi, 5 décembre 2005. Consultation auprès de Recyc-Québec, 14 février 2005.
- 39) Ibid. 4, p. 2. Radio-Canada, « La planète se réchauffe à un rythme insoutenable », lundi, 30 janvier 2006. Citation : Institut Pembina et Fondation David Suzuki, « Réduire radicalement les gaz à effet de serre », 2005, p.5.
- 40) Courrier International, « La Suède se donne quinze ans pour rouler au vert », 9 février 2006.

Sources d'information générales

Radio-Canada, « Kyoto et nous », « À Kyoto en... », « L'agriculture vulnérable », « Le Saint-Laurent menacé », « Kuujuarapik n'est plus ce qu'il était », série d'émissions Le Point, novembre 2005.

Radio-Canada, « La planète a rendez-vous à Montréal », « Le protocole de Kyoto », « La menace climatique », série de dossiers en profondeur-site Internet, 2005.

Radio-Canada, « Le réchauffement climatique », émission Découverte, novembre 2005.

Idée-éclair

Pourquoi ne pas inviter les participantes à téléphoner ou à écrire au premier ministre du Canada, ainsi qu'au ministre de l'Environnement, pour exiger des actions concrètes afin de respecter les engagements de Kyoto et de lutter contre la pollution ?

Coordonnées (gouvernement fédéral): (si on envoie une lettre par la poste, pas besoin de mettre de timbres-pour le gouvernement du Canada seulement).

M. Stephen Harper
Premier ministre du Canada
Chambre des communes
Ottawa, Ontario
K1A 0A6
Téléphone : (613) 992-4211
Courriel : Harper.S@parl.gc.ca

Mme Rona Ambrose
Ministre de l'Environnement
Chambre des communes
Ottawa, Ontario
K1A 0A6
Téléphone : (613) 997-1441
Courriel : Ambrose.R@parl.gc.ca

Ou encore : allez signer la pétition de la coalition «Sauvons Kyoto», au www.sauvonskyoto.org

Activité : Suggestion et outils

Suggestion pour l'Activité femmes d'ici

Le thème portant sur le réchauffement du climat se prête bien à une *Activité femmes d'ici* de type « **Rencontre d'échange** », sans témoignages. Les échanges ne porteront pas sur des situations vécues, mais plutôt sur la problématique décrite dans ce thème et sur les solutions envisageables.

Pour plus de renseignements sur les repères et le déroulement de cette *Activité femmes d'ici*, veuillez consulter la section des « Modèles d'Activités femmes d'ici ». Chaque *Activité femmes d'ici* y est présentée en détail. Les modèles proposés dans cette section serviront à guider la préparation et l'animation de l'activité.

Outils de communication à utiliser

(I) Texte pour la publicité locale :

Climat : Alerte rouge !

La vaste majorité des scientifiques s'entendent : le climat sur la Terre se réchauffe, en grande partie à cause de l'activité humaine. Quelles seront les conséquences, pour notre monde ? Quels sont les gestes à poser, pour changer les choses ?

Si la question vous préoccupe, la prochaine activité organisée par l'Afeas de _____ (*Nom de l'Afeas locale*) est pour vous! Durant cette rencontre d'échange, sous l'animation de _____ (*Nom et fonction de la personne-ressource invitée ou de l'animatrice Afeas*), les répercussions des changements climatiques sur notre vie de tous les jours seront abordées. Cette activité aura lieu le ____ (*date, heure, lieu et coordonnées*) _____. Bienvenue à toutes et à tous!

Pour informations supplémentaires (*# de téléphone d'une responsable locale*) _____.

(2) Présentation de l'Afeas

(à utiliser au début de l'Activité femmes d'ici, pour présenter l'Afeas au public participant à l'activité)


Cette année, l'Afeas fête ses 40 ans d'histoire! Notre association compte au Québec 14 000 membres, réparties dans 300 groupes locaux et 12 regroupements régionaux, tous rattachés au siège social provincial situé à Montréal. Par son dynamisme, la force d'implication de ses membres et ses interventions constantes depuis sa fondation en 1966, l'Afeas a largement contribué à faire évoluer le rôle des femmes dans notre société. Notre Afeas locale existe depuis ___ (année)___ et compte ___ membres.

D'année en année, l'Afeas a à cœur d'informer les gens sur des sujets brûlants d'actualité, pour ensuite agir ensemble sur la situation dénoncée. C'est encore le cas aujourd'hui, avec le sujet : « Climat : Alerte rouge! ».

La plupart des scientifiques le confirment : le climat de la planète se réchauffe. Principalement à cause de l'activité humaine, comme le transport, la production industrielle et la consommation d'énergies polluantes. En effet, l'activité humaine fait augmenter la quantité des « gaz à effet de serre » dans l'atmosphère, ce qui entraîne une hausse de la température de la Terre.

Quand le climat se dérègle, les conséquences sont graves. Pensons à la canicule vécue en France, en août 2003, qui a fait 15 000 morts. L'année 2005, quant à elle, a battu tous les records en nombre de tempêtes et d'ouragans. Rappelons-nous les ouragans Katrina et Rita, aux États-Unis... D'autres pays, comme le Portugal, ont été ravagés par des feux de forêt causés par une sécheresse extrême. Même ici, au Québec, on a connu une chaleur accablante, avec plusieurs journées de « smog », à Montréal.

Mais un climat tourmenté n'est pas seulement synonyme de chaleur étouffante... Tout changement de température peut mener à des extrêmes. Par exemple, si les changements climatiques affectent les grands courants marins, certains coins du globe connaîtront des froids plus intenses. On en a eu un aperçu, à la fin de 2005, quand une partie de l'Europe a été balayée par une vague de froid inhabituelle et d'importantes chutes de neige. Est-ce que ce sont là des événements rares et exceptionnels? Ou le début d'un « vrai » changement climatique ?



Pour l'instant, la réponse n'est pas simple. Mais tous s'entendent pour dire que la hausse des températures est irréversible, et qu'elle va s'amplifier. Selon les scientifiques, les ouragans et les autres catastrophes dites « naturelles » risquent, à l'avenir, de grandir en force et en puissance, alimentés par le climat plus chaud. Les phénomènes climatiques extrêmes vont probablement se multiplier. Plusieurs coins de la planète seront dévastés, entraînant des déplacements de population. Selon Hubert Reeves, un astrophysicien reconnu, si rien n'est fait pour enrayer la pollution, c'est l'existence même de l'espèce humaine qui sera, à plus ou moins brève échéance, menacée.

Qu'est-ce que le changement climatique? Quelles en sont les causes? Est-il possible de faire quelque chose, à notre petite échelle, pour freiner, ou du moins, ralentir le mouvement? Et que font nos gouvernements? Voilà autant de questions que nous aborderons ensemble, au cours de notre rencontre d'aujourd'hui.

À partir de nos discussions, l'Afeas pourra dégager les véritables enjeux pour notre société et mettre de l'avant des actions adaptées à l'urgence de la situation. Merci de votre présence parmi nous et bonne *Activité femmes d'ici* !